



FETE  
Enseñanza



## 1<sup>ER</sup> FÉVRIER : LES RAISONS DE LA COLÈRE

### Pour une revalorisation salariale

Les métiers de l'éducation traversent une crise profonde et souffrent chaque année de moins de reconnaissance.

Cette reconnaissance passe par les salaires. L'inflation ne cesse de se répercuter sur tous les prix : nourriture, transport, santé, gaz, eau, électricité... Et à mesure que tout flambe, nous subissons l'érosion vertigineuse de notre pouvoir d'achat.

Concernant l'ensemble des personnels de droit local, nous demandons donc une revalorisation des salaires qui tienne compte de la moyenne annuelle de l'IPC (Índice de Precios al Consumo) qui, pour l'année 2023, a été de 3,5 %.

Concernant les personnels détachés - payés par l'État -, nous ne pouvons pas accepter que, pour la deuxième fois consécutive, des augmentations salariales soient mises en place via une prime ("prime d'attractivité") que l'Agence refuse toujours d'appliquer au sein de l'AEFE. Les augmentations sont rares, insuffisantes, et les personnels détachés ne les touchent même pas !

### Pour une meilleure considération des personnels

Le taux de démission des enseignant-es en France ne cesse de progresser, à mesure que le nombre d'inscrit-es au concours, lui, diminue. Au LFB, le mal-être est palpable, quelles que soient les catégories professionnelles. Les collègues voient leur métier se vider de leur sens, ressentent du stress, et une charge de travail toujours plus importante, pour bien trop peu de considération. Iels s'affrontent par ailleurs quotidiennement à des problèmes d'organisation et de communication au sein du LFB. Pour que les élèves soient épanoui-es, il faut que les personnels se sentent écoutés, entendus, considérés et respectés, tant par le ministère que par la direction du LFB.

### Pour un vrai dialogue social

C'est dans ce contexte que la direction du LFB souhaite imposer aux futurs nouveaux contrats des personnels non enseignants un taux horaire annualisé en se basant sur le maximum exigé de la "Privada Catalana". Pour certaines catégories de personnels, cela représenterait plus d'une centaine d'heures supplémentaires pour le même salaire. Nous ne pouvons accepter une telle différence entre les personnels d'un même service, alors que les modalités d'une éventuelle annualisation des anciens contrats n'a toujours pas fait l'objet d'un accord.

Les droits acquis de disposer de 30 minutes incluses dans le temps de travail pour manger et le bénéfice à disposer des ponts fériés de notre calendrier scolaire à partir de septembre 2024 sont aussi remis en question.

Ces personnels ont prouvé durant toutes ces dernières années leur investissement, leur motivation, leur attachement au LFB et ne comprennent pas ces propositions/décisions. Là encore, le mal-être se généralise et l'ensemble des personnels concernés estime ne pas mériter ce manque de considération.

## Contre des réformes toxiques

Par ailleurs, les dernières annonces de réformes sont sidérantes. Après s'en être pris au lycée, le gouvernement nous annonce le déploiement des mêmes mesures au collège. Devant un tel gâchis, nous espérons pourtant un aveu d'échec et un changement de cap.

Or les annonces sont toutes plus réactionnaires les unes que les autres, et surtout, elles se situent à mille lieues des enjeux réels auxquels les enseignant-es et les élèves sont confronté-es aujourd'hui.

Citons-en une : la mise en place de groupes de niveaux en mathématiques et en français (soit une énorme partie de la semaine des élèves), et ce dès la rentrée prochaine en 6<sup>e</sup> et en 5<sup>e</sup>, puis en 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> à la rentrée 2025.

De la même manière que nous vous avons prédit tous les problèmes inhérents à la réforme du lycée, nous pouvons le dire dès à présent : cette mesure sera un désastre !

Imaginons-nous une seule seconde des élèves motivé-es quand on aura déterminé dès leur entrée en 6e que leur place est dans le groupe des élèves en difficulté ? La difficulté fait partie de l'apprentissage, elle doit être un levier. Au contraire, la non-mixité des groupes nous assure de transformer ces difficultés en échecs.

Et comment les élèves pourront-ils·elles espérer passer d'un groupe à l'autre, quand les apprentissages seront à ce point différenciés, et que l'écart entre les un·es et les autres ne cessera de se creuser ? Les groupes de niveau sont un déterminisme, dès la 6e, et la création de cases au sein desquelles les élèves se verront enfermé-es. Et *quid* des élèves à besoins dits particuliers dans ce contexte ?

La mise en place concrète de ces annonces au sein des établissements risque d'entraîner également de nouvelles détériorations de nos conditions de travail et de celles des élèves : les emplois du temps s'annoncent un véritable casse-tête, avec la nécessité d'aligner les horaires de classe (les groupes étant constitués d'élèves de classes différentes).

Au premier degré, la situation n'est guère plus reluisante. Sous couvert des derniers résultats PISA et sans prendre le temps de les analyser ou encore de les mettre en contexte, M. Attal les avançait pour imposer la méthode Singapour à tous les niveaux en mathématiques (sans allouer les moyens de formation nécessaires à son application). Et pour aller plus loin dans l'attaque de la liberté pédagogique, celle-là même qui nous permet de nous adapter au mieux à nos contextes locaux et de faire vivre nos projets d'équipe, on nous annonce des manuels scolaires uniques d'État, afin de contrôler et unifier plus encore leur contenu alors qu'un bon nombre de garanties existaient déjà. Quoi de mieux pour vider de son sens notre profession ?

En outre, l'école inclusive mériterait davantage d'investissement et de formation devant le nombre croissant de nos élèves à besoins "particuliers" pour favoriser leurs apprentissages. Mais de ce côté, aucune annonce. Et que dire du statut des AESH, indispensables au quotidien, qui ne voient toujours pas leurs conditions de travail revalorisées ?

De manière globale, ce à quoi nous assistons est le sabordage de l'école publique. Nous ne pouvons pas assister passivement au naufrage.

**C'est pourquoi, ce jeudi 1<sup>er</sup> février, les syndicats de la FSU et le Comité d'Entreprise appellent l'ensemble des personnels du LFB, quel que soit leur statut ou leur catégorie professionnelle, à faire grève.**

**Et c'est pourquoi nous appelons l'ensemble des familles à se mobiliser avec nous et à peser sur l'évolution en cours qui n'est inéluctable que si nous laissons faire.**



## 1 DE FEBRER: LES RAONS DE LA CÒLERA

### Per a una revalorització salarial

Els oficis de l'educació travessen una crisi profunda i pateixen cada any menys reconeixement. Aquest reconeixement passa pels salaris. La inflació no deixa de repercutir en tots els preus: menjar, transport, salut, gas, aigua, electricitat... I a mesura que tot s'encareix, patim una erosió vertiginosa del nostre poder adquisitiu.

Pel que fa al conjunt del personal de dret local, demanem, per tant, una revalorització dels salaris que tinguin en compte la mitjana anual de l'IPC (Índex de Preus al Consum) que, per a l'any 2023, va ser del 3,5%. Pel que fa al personal destacat, pagat per l'Estat, no podem acceptar que, per segona vegada consecutiva, els augments salarials es posin en marxa a través d'una prima (*prime d'attractivité*) que l'Agència es nega constantment a aplicar a l'AEFE. Els augments són escassos, insuficients, i el personal destacat ni tan sols en gaudeix!

### Per a una millor consideració del personal

El ritme de dimissió del professorat a França no deixa de créixer, mentre que el nombre d'inscrits en els concursos disminueix. Al LFB, el malestar és evident, independentment de les categories professionals. Els company-e-s veuen com el seu ofici perd el seu sentit, experimenten estrès i una càrrega de treball cada vegada més gran, però amb molt poca consideració. A més a més, es troben diàriament amb problemes d'organització i comunicació dins del LFB. Si es vol que l'alumnat es desenvolupi plenament, és necessari que el personal se senti escoltat, entès, considerat i respectat, tant pel ministeri com per la direcció del LFB.

### Per a una negociació social autèntica

En aquest context, la direcció del LFB vol imposar als futurs nous contractes del personal no docent una jornada anualitzada basant-se en el màxim exigit de la Privada Catalana. Per a algunes categories de personal, això representaria més d'un centenar d'hores addicionals pel mateix salari. No podem acceptar una diferència tan gran entre el personal d'un mateix servei, mentre que les modalitats d'una eventual jornada anualitzada dels antics contractes encara no han estat objecte d'un acord.

Els drets adquirits de disposar de 30 minuts inclosos en el temps de treball per menjar i el benefici de disposar dels ponts festius del nostre calendari escolar a partir de setembre de 2024 també s'estan posant en qüestió. Aquest.e.s professionals han demostrat durant tots aquests anys el seu compromís, motivació i vincle amb el LFB i no entenen aquestes propostes / decisions. Una vegada més, el malestar es generalitza i el conjunt del personal afectat pensa que no es mereix aquesta manca de consideració.

### Contra reformes tòxiques

D'altra banda, els darrers anuncis de reformes són sorprenents. Després de centrar-se en el cicle de *Lycée*, el govern ens anuncia el desplegament de les mateixes mesures al cicle de *Collège*. Davant d'un desastre com aquest, esperàvem, tanmateix, un reconeixement de fracàs i un canvi de rumb.

Però els anuncis que arriben continuen sent molt reaccionaris, i sobretot, estan molt lluny dels autèntics reptes als quals el personal docent i l'alumnat s'enfronten avui en dia.

Per citar una exemple: la implementació de grups de nivell en matemàtiques i francès (és a dir, una part enorme de l'horari setmanal dels alumnes), i això des del curs vinent en 6ème i 5ème, després en 4ème i 3ème al curs 2025.

De la mateixa manera que us vam predir tots els problemes inherents a la reforma del Batxillerat, podem dir des d'ara mateix: aquesta mesura serà un desastre! Imaginem-nos ni que sigui un segon a alumnes motivats/des per les que determinem des del seu ingrés en 6ème que el seu lloc és en el grup de l'alumnat amb dificultats? La dificultat forma part de l'aprenentatge, ha de ser una palanca. Si no s'accepta la diversitat dels grups, això ens assegura transformar aquestes dificultats en fracassos.

I com podran els alumnes esperar passar d'un grup a l'altre, quan els aprenentatges seran tan diferenciats i l'escletxa entre uns i altres no deixarà de créixer? Els grups de nivell representen un determinisme des de 6ème, i la creació d'etiquetes en les quals l'alumnat es veurà tancat. I què passa amb l'alumnat amb necessitats dites particulars en aquest context?

La implementació concreta d'aquests anuncis dins dels centres educatius també pot comportar noves deterioracions de les nostres condicions de treball i de les dels alumnes: els horaris s'anuncien com un veritable trencaclosques, amb la necessitat d'alinear els horaris de classe (els grups estan constituïts d'alumnes de classes diferents)...

A Primària, la situació no és gaire millor. Sota l'excusa dels darrers resultats PISA i sense prendre el temps d'analitzar-los o posar-los en context, el Sr. Attal els superava per imposar el mètode *Singapur* a tots els nivells en matemàtiques (sense assignar els mitjans de formació necessaris per a la seva aplicació). I per anar més enllà en l'atac a la llibertat pedagògica, aquella mateixa que ens permet adaptar-nos millor als nostres contextos locals i fer viure els nostres projectes d'equip, se'ns anuncien llibres de text únics de l'Estat, per tal de controlar i unificar encara més el seu contingut quan ja hi havia una bona quantitat de garanties.

Què hi ha de millor per buidar de sentit la nostra professió?

A més a més, l'escola inclusiva mereixeria més inversió i formació davant del nombre creixent del nostre alumnat amb necessitats particulars per afavorir els seus aprenentatges. Però en aquest aspecte, no hi ha cap anunci. I què dir de l'estatus dels AESH, indispensables al dia a dia, que encara no veuen millorades les seves condicions de treball?

De manera global, el que estem veient és el saboteig de l'escola pública. No podem assistir passivament al naufragi.

**Per això, aquest dijous 1 de febrer, els sindicats de la FSU i el Comitè d'Empresa, criden al conjunt del personal del LFB, qualsevol que sigui el seu estat o categoria professional, a fer vaga.**

**I per això cridem a totes les famílies a mobilitzar-se amb nosaltres i a implicar-se contra aquest procés.**



## 1 DE FEBRERO: LOS MOTIVOS DE LA CÓLERA

### Por una revalorización salarial

El sector de la educación atraviesa una profunda crisis y cada año obtiene menos reconocimiento.

Este reconocimiento se traduce mediante los salarios. La inflación está en crecimiento constante: en la alimentación, en los transportes, en la salud, en el gas, el agua, la electricidad... Y a medida que todo se incrementa, sufrimos la pérdida continua de nuestro poder adquisitivo.

Las personas trabajadoras locales pedimos una revalorización del salario que tenga en cuenta la media anual del IPC la cual, en 2023, ha sido de un 3,5%.

Por otro lado, el personal destacado -pagados por el estado francés-, no pueden aceptar que, por segunda vez consecutiva, se apliquen aumentos salariales a través de un plus ("prime attractivité"), plus no aceptado en los centros franceses de la red de la AEFE. Los aumentos salariales son escasos, insuficientes, y el personal destacado ni siquiera los percibe!

### Para una mejor consideración del personal

La tasa de dimisiones de los docentes en Francia no deja de aumentar a medida que el número de inscritos a las oposiciones, en cambio, disminuye.

En el LFB, el malestar es palpable, en todas las categorías profesionales. Los trabajadores dejan de encontrarle el sentido a sus tareas, están estresados, y la carga de trabajo no deja de incrementarse sin la correspondiente valoración. Deben afrontar, además, varios problemas de organización y de comunicación. Para que el alumnado viva una escolaridad serena, es necesario que los trabajadores se sientan escuchados, comprendidos, valorados y respetados, tanto por el ministerio como por la dirección del LFB.

### Por una negociación digna

En estos momentos, la dirección del LFB pretende imponer a los nuevos contratos del personal no docente una anualización de la jornada, basándose en el máximo estipulado en el convenio de la enseñanza privada catalana. Para algunas categorías profesionales, esto supondría más de un centenar de horas añadidas a su jornada laboral por el mismo salario. No podemos aceptar tal diferencia de horas entre unos y otros trabajadores de la misma categoría profesional, cuando aún no se ha llegado a un acuerdo para la anualización de los antiguos contratos.

El derecho adquirido de disponer de 30m incluidos en la jornada laboral para comer y la ventaja de poder mantener los puentes de nuestro calendario escolar a partir de septiembre de 2024 son puestos en duda.

Esta categoría profesional ha demostrado durante estos últimos años su implicación, su motivación y compromiso con el LFB y no comprende estas decisiones por parte de esta Dirección. Y aun así, el malestar se generaliza y el conjunto de esta plantilla de trabajadores opina no merecer esta falta de consideración.

### En contra de las reformas tóxicas

Por otro lado, las últimas reformas anunciadas son desconcertantes. Después de haber impactado ya en el ciclo de *Lycée*, el gobierno francés anuncia ahora las mismas medidas para

el ciclo de *Collège*. Ante muestras de deterioro, estábamos a la espera del reconocimiento del fracaso de estas medidas y de un cambio de rumbo.

Pero, sin embargo, las noticias que siguen llegando siguen siendo muy reaccionarias y, sobre todo, muy alejadas de las problemáticas reales de los docentes y del alumnado de hoy en día.

Por citar un ejemplo: la configuración de grupos de nivel en matemáticas y en francés (es decir, una gran parte de la semana de los alumnos), a partir del curso que viene en 6ème y en 5ème, y en 2025 en 4ème y en 3ème.

Así como ya os anunciamos, todos los problemas inherentes a la reforma del Bachillerato, os podemos afirmar ahora mismo que esta medida será un desastre también.

¿Podemos imaginarnos que un alumno, al que en el momento de su entrada en el curso de 6ème se le integre en un grupo de alumnos con dificultades, empiece el curso motivado? La dificultad forma parte del aprendizaje, debe ser un trampolín; en cambio, en los grupos de nivel condena a los alumnos al fracaso.

Y, ¿cómo podemos imaginar que los alumnos puedan pasar de un grupo a otro, cuando los aprendizajes serán diferentes y además la distancia entre unos y otros no dejará de crecer? Los grupos según niveles son deterministas, desde la 6ème y la creación de grupos-clase provocará el encasillamiento del alumnado. Y qué se hace con el alumnado con necesidades especiales en este contexto?

La puesta en marcha de estos anuncios en los centros puede seguir provocando el deterioro de nuestras condiciones de trabajo y las del alumnado: la composición de los horarios se convertirá en un verdadero rompecabezas, ya que habrá que unificar horarios de diferentes grupos sobre la misma franja (el alumnado procede de distintos grupos-clase).

En Primarias, la situación tampoco es muy halagüeña.

Teniendo en cuenta los últimos resultados del informe PISA, y sin un análisis exhaustivo del mismo por falta de tiempo y/o de ponerlos en contexto, el Sr. Attal se anticipó para imponer el método Singapur a todos los niveles en matemáticas (sin otorgar los medios necesarios para su aplicación).

Y además en un ataque a la libertad pedagógica, la que nos permite adaptarnos mejor a nuestros contextos locales y llevar a cabo nuestros proyectos educativos, se anuncia el uso de manuales escolares de Estado, con el fin de controlar y homogeneizar los contenidos, cuando los contenidos actuales la garantizan plenamente.

¿Qué hay de mejor para vaciar de sentido nuestra profesión?

Además, la escuela inclusiva necesita más inversión y formación, visto el número creciente de alumnado con necesidades educativas específicas, para permitir un buen desarrollo de sus aprendizajes. Pero sobre este tema no hay ningún anuncio. Y sobre el estatus de los AESH, ayuda indispensable al día a día, y que no ven ninguna mejora en sus condiciones de trabajo.

Globalmente, estamos asistiendo al sabotaje de la escuela pública. No podemos asistir pasivamente a este naufragio.

**Por eso, este jueves 1 de febrero, los sindicatos de la FSU y el Comité de empresa llaman a la movilización del personal del LFB, no importa cuál sea su estatus o categoría profesional, a hacer huelga.**

**Y por eso pedimos a todas las familias que se movilicen con nosotros/-as y se impliquen en contra de este proceso.**